



MINISTÈRE
DE L'ÉCONOMIE,
DES FINANCES
ET DE LA SOUVERAINETÉ
INDUSTRIELLE ET NUMÉRIQUE

Liberté
Égalité
Fraternité

Direction générale du Trésor

BRÈVES ÉCONOMIQUES

Des Balkans occidentaux

Une publication du SER de Belgrade
Edition du 8 mai 2026

Le chiffre

LE CHIFFRE A RETENIR

2,8 millions de travailleurs

Le potentiel de main d'œuvre inexploitée dans les BO selon la Banque mondiale, soit 16 % de la population

Région

La mobilisation du capital humain comme clef du développement des Balkans occidentaux

La Banque mondiale a publié son [rapport économique](#) semestriel sur les Balkans occidentaux. En plus de recenser les dernières prévisions macroéconomiques pour la région (croissance à 2,8 % en 2026) et de faire un bilan de l'année 2025, cette édition est consacrée au rôle clef de la mobilisation du capital humain pour le développement des BO.

Les Balkans occidentaux font face à un double problème de vieillissement démographique et d'émigration des forces vives. Les populations des BO comptent parmi celles qui vieillissent le plus

rapidement en Europe. Au cours de la prochaine décennie, au moins une personne sur cinq dans la région aura plus de 65 ans. A ce problème s'ajoute celui de l'émigration des personnes en âge de travailler (diplômés de l'enseignement supérieur et ouvriers), en recherche de meilleurs salaires l'étranger. Les BO sont ainsi confrontés à des défis propres aux pays développés (vieillesse) et en développement (émigration).

Les marchés du travail sont dans une situation paradoxale. Au cours des dix dernières années, la croissance dans les BO a été portée par des secteurs intensifs en travail (services et secteur manufacturiers de base), permettant une hausse tendancielle des taux d'emplois (de 54 % à 66 % en Serbie par exemple). Mais aujourd'hui, dans un contexte de pressions sur les salaires, les **entreprises signalent des difficultés à recruter** : des pénuries de main d'œuvre sectorielles coexistent avec un taux de chômage autour de 10 %. Parallèlement, **des pans entiers de la population en âge de travailler sont inactifs** (les femmes) ou sont en recherche d'emplois (les jeunes). C'est l'illustration du déséquilibre croissant entre l'offre et la demande de travail, entre la formation et les besoins des entreprises, dans un contexte où le niveau d'éducation a certes augmenté, ce qui nourrit le désintérêt pour les professions à faible qualification, mais reste peu professionnalisant ; tandis que la création d'emplois bien rémunérés et à haute qualification reste limitée.

Chez les femmes, pour des raisons souvent traditionnelles, les taux d'activité sont faibles, (en-deçà de 60 % des 15 ans et plus en Albanie et au Monténégro ; en-deçà de 50 % en Serbie et en Macédoine du Nord, en-deçà de 40 % en Bosnie-Herzégovine et en-deçà de 30 % au Kosovo), en comparaison avec le niveau européen (autour de 70 %). Chez les jeunes, même diplômés du supérieur, l'entrée sur le marché de l'emploi est compliquée : le taux de chômage des 15-24 ans est proche de 25 % dans la région, et atteint 30 % en Macédoine du Nord. La part des jeunes sans emploi, ni scolarisés, ni en formation (*NEET* en anglais) dans la population a certes baissé, mais elle reste à 22,5 %, soit le double du niveau observé en UE, et les femmes y sont surreprésentées.

La Banque mondiale estime que, si les taux d'activité dans les BO étaient comparables à ceux des pays de l'Union européenne, la région compterait 2,8 millions de travailleurs disponibles supplémentaires. Ainsi, même si une partie du chemin a été faite au cours des dernières années, il reste un décalage considérable : 16 % de la population régionale pourrait participer au marché du travail. C'est un chiffre à nuancer en prenant en compte la part importante du travail informel (jusqu'à 30 % des emplois en Albanie et au Kosovo). Pour améliorer la participation de femmes, la Banque mondiale préconise l'investissement dans des services publics à la petite enfance, sous-développés dans la région. Pour résoudre le problème d'appariement de la main d'œuvre sur le marché du travail,

elle recommande de conduire des politiques d'emploi plus actives et une révision des formations, ainsi que des réformes du marché du travail vers plus de flexibilité et une meilleure prise en compte des statuts d'autoentrepreneur, ce qui permettrait aussi de lutter contre l'informalité.

Albanie

Signature d'un contrat d'approvisionnement en GNL américain pour 20 ans à partir de 2030

[Albgas](#), l'opérateur de réseau de transport de gaz, a signé le 28 avril un accord commercial d'approvisionnement en Gaz Naturel Liquéfié (GNL) avec le producteur et fournisseur de GNL américain Venture Capital et la compagnie grecque Atlantic See LNG (détenue par le groupe Aktor), qui assure la réexportation vers l'Albanie du GNL importé en Grèce. Le contrat concerne la livraison annuelle d'1 million de mètres cubiques de GNL pendant 20 ans, pour un montant estimé à 6 Mds USD (5,1 Mds EUR). Un protocole d'accord a également été signé pour le développement d'un hub énergétique à Vlora, comprenant la reconversion de la centrale thermique au fioul de Vlora en une centrale à gaz.

C'est le premier contrat d'approvisionnement en GNL signé par les Etats-Unis dans la région, qui a multiplié les efforts en ce sens depuis le début de l'année. En février, la Serbie, la Bosnie-Herzégovine et la Croatie avaient signé une Déclaration commune sur la sécurité énergétique lors du *Transatlantic Gas Security Summit* à Washington. Avec la Macédoine du Nord, l'achat de GNL est négocié dans le cadre d'un accord commercial plus large. Le 28 avril également, en présence du Secrétaire d'Etat américain Chris Wright, la Croatie et la Bosnie-Herzégovine ont signé à Dubrovnik un accord pour la construction de l'interconnexion gazière entre les deux pays, qui sera alimentée en GNL via le terminal de Krk. L'entreprise américaine AAFS Infrastructure and Energy a été désignée par la Bosnie-Herzégovine pour conduire le projet sur son territoire ; l'investissement prévu est d'environ 1 Md USD.

Prêt BEI de 50 M EUR pour des infrastructures dans le nord de l'Albanie

La [BEI](#) a accordé un prêt de 50 M EUR au ministère des Finances albanais dans le cadre du projet *Gate to the Alps* visant à améliorer la connectivité entre la côte adriatique et la région autour du lac Skadar, afin d'élargir les circuits touristiques. Le projet, piloté par le Fond albanais pour le

développement, est estimé à 100 M EUR au total et comprend des investissements dans les infrastructures de transport et les services municipaux (gestion de l'eau, transport en commun, etc.) dans les municipalités de Shkodër, Lezhë et Malësi e Madhe.

Maintien du taux directeur à 2,5 %

Réuni le 6 mai, le [Conseil de supervision de la Banque d'Albanie](#) a décidé de maintenir inchangé le taux directeur à 2,5 %. La facilité de dépôt demeure à 1,5 % et la facilité de crédit à 3,5 %. La dernière baisse de taux avait eu lieu en juillet 2025 (-0,25 point, de 2,75 % à 2,5 %).

Bosnie-Herzégovine

Soutien de la BERD et de la CE à l'accès au financement pour les PME

La BERD octroie à ProCredit Bank d.d., en Bosnie-Herzégovine, un mécanisme de partage des risques de portefeuille de [20 M EUR](#), permettant de soutenir jusqu'à 40 M EUR de nouveaux prêts aux PME, notamment celles dirigées par des femmes, des jeunes et les entreprises vertes. Cette opération est soutenue par l'UE dans le cadre du programme FESD+.

Kosovo

Une exécution budgétaire à l'équilibre en 2025

D'après les [données préliminaires](#) de l'agence nationale de statistiques sur l'exécution budgétaire 2025, le Kosovo a enregistré des recettes de 3,51 Mds EUR et réalisé des dépenses de 3,49 Mds EUR. Le gouvernement dégage donc un léger excédent budgétaire de 22 M EUR, soit 0,2 % du PIB, selon la dernière estimation des comptes nationaux (mars), bien en-deçà des 2,7 % du PIB initialement prévus. Les dépenses ont toutefois augmenté plus fortement que les recettes (9,3 % contre 8,9 %). Les recettes ont dépassé la prévision (3,3 Mds EUR) grâce à une bonne collecte de l'impôt sur l'immobilier et des revenus non-fiscaux, tandis que les dépenses ont été inférieures à ce qui était inscrit dans le Budget (3,6 Mds EUR), en grande partie en raison de la sous-réalisation des investissements.

Macédoine du Nord

Maintien du taux directeur à 4 %

Le [comité de politique monétaire](#) de la Banque centrale de Macédoine du Nord a décidé mardi 5 mai de maintenir inchangé à 4 % son taux directeur. Il s'applique aux bons de trésorerie utilisés par la Banque centrale comme instrument principal de politique monétaire. Elle reste donc prudente dans le contexte d'incertitude liée à la guerre au Moyen Orient, et n'a pas exclu de remonter son taux si les anticipations d'inflation s'ancrent à un niveau élevé. L'inflation observée est remontée à 4,9 % en avril.

Ouverture du marché journalier de l'électricité

[MEMO](#), l'opérateur de la bourse nationale d'électricité, a ouvert le marché *intraday* (intra-journalier), qui permet aux acteurs de la bourse de négocier et vendre de l'électricité dans la journée, assurant une allocation plus fine des capacités selon la production et les besoins, et donc une meilleure régulation du réseau. C'est une avancée importante dans le couplage au marché européen de l'électricité. Le marché *day-ahead* (journalier), sur lequel sont réalisées les transactions pour les livraisons en J+1, avait été introduit il y a trois ans. Sur ces deux segments, l'opérateur de la bourse slovène BSP Exchange a joué un rôle clef (fourniture de la plateforme d'échanges et de la chambre de compensation).

Monténégro

L'énergie pousse la production industrielle au T1 (+7,5 %)

La production industrielle du Monténégro a enregistré une forte expansion au T1 2026, avec une hausse de 7,5 % en glissement annuel, selon les données de [l'Office des statistiques](#). Cette performance est largement imputable au secteur de l'énergie (électricité, gaz, vapeur), en progression de 27,3 %, principal moteur de l'activité. À l'inverse, les industries extractives (-17 %) et manufacturières (-4 %) ont pesé sur la dynamique globale. En variation trimestrielle, la production a augmenté de 6,9 % par rapport au T4 2025, soutenue par un bond du secteur

énergétique (+90 %), tandis que l'extraction (+19 %) a partiellement compensé un recul marqué du manufacturier (-29,4 %). Ces tendances confirment la dépendance à l'énergie.

Appel d'offres pour le deuxième tronçon de l'autoroute Bar-Boljare

La société routière nationale Monteput a lancé un [appel d'offres](#) pour la conception et la construction du deuxième tronçon de l'autoroute Bar-Boljare, marquant une première étape opérationnelle du projet. Ce segment de 10,5 km, reliant Smokovac à Tološi, fera office de contournement de Podgorica afin de réduire la congestion urbaine et améliorer la fluidité du trafic. Le projet, conforme aux standards de la BERD qui en soutient le financement, constitue un investissement structurant pour les infrastructures de transport. Monteput prépare également les procédures pour la sélection du superviseur, du concepteur et de l'entrepreneur, confirmant l'avancement progressif du projet.

Serbie

Début des paiements en EUR via SEPA

La Serbie a lancé, [le 5 mai](#) des paiements en euros via le SEPA, marquant une avancée opérationnelle majeure après son adhésion au système en mai 2025. Dix-huit banques commerciales participent dès la phase initiale, limitée aux virements, permettant des transactions exécutées en un jour ouvrable. Cette intégration devrait réduire sensiblement les coûts et les délais des paiements transfrontaliers, avec des économies annuelles estimées entre 50 et 60 M EUR. Les paiements instantanés et les prélèvements seront introduits ultérieurement, sous réserve de finalisation technique. Pour les entreprises, le SEPA facilite les règlements et améliore la gestion de trésorerie ; pour les ménages, il réduit le coût des transferts. Cette réforme aligne l'infrastructure de paiement sur les normes européennes et renforce l'intégration financière avec l'UE.

Le déficit commercial au T1 2026 à 1,6 Md EUR

D'après [les données de l'Office national des statistiques](#) du 30 avril, le déficit commercial de la Serbie s'est nettement contracté au T1 2026, reflétant une dynamique d'exportations plus soutenue que celle des importations. Le déficit des biens a diminué de 25,4 % en g.a., pour s'établir à 1,6 Md EUR. Le commerce total a atteint 19 Mds EUR (+3,3 %), porté par une hausse des exportations de 7,1 % (8,7 Mds EUR), tandis que

les importations sont restées quasi stables (+0,3 %, 10,3 Mds EUR). Le taux de couverture s'est amélioré à 84,4 % (contre 79,1 % un an plus tôt), indiquant un rééquilibrage externe progressif. L'Union européenne demeure le principal partenaire (59,2 % du total), suivie des pays du CEFTA, avec lesquels la Serbie enregistre un excédent significatif (739,7 M EUR) et un taux de couverture supérieur à 300 %, soutenu notamment par les exportations de produits agricoles, pharmaceutiques et manufacturés. Les excédents bilatéraux les plus élevés concernent les pays voisins ainsi que certains États membres de l'UE. À l'inverse, le déficit vis-à-vis de la Chine reste prépondérant, traduisant une forte dépendance aux importations de composants industriels, notamment automobiles. Les déficits persistent également avec la Turquie, la Russie et la Pologne.

Croissance de 3 % au T1 2026

L'activité économique en Serbie a enregistré une croissance modérée au T1 2026, avec un PIB réel en hausse de 3 % en g.a., selon une estimation préliminaire de l'Office national des statistiques présentée par le [ministre des Finances](#). Cette progression intervient après un net ralentissement en 2025 (2 %, contre 3,9 % en 2024), signalant une stabilisation partielle de l'activité. Des données détaillées seront publiées début juin. Ce résultat s'inscrit dans un contexte d'abaissement des perspectives de croissance par les institutions financières internationales, en raison d'une incertitude mondiale accrue, notamment liée aux tensions géopolitiques au Moyen-Orient.

Accord relatif au troisième examen du FMI au titre de l'instrument de coordination des politiques

Les services du FMI et les autorités serbes ont conclu un [accord de principe sur le troisième examen de l'Instrument de coordination des politiques](#) (ICP), sous réserve de l'approbation par le Conseil d'administration du Fonds. Le FMI prévoit une croissance de 2,75 % en 2026 puis de 4 % en 2027, soutenue par les investissements, les exportations manufacturières, la reprise agricole et les dépenses liées à l'EXPO, malgré l'impact du conflit au Moyen-Orient et la hausse des prix de l'énergie. L'inflation devrait atteindre 3,5 % en 2026 et 4,5 % en 2027, avec un dépassement temporaire de la cible de la Banque nationale de Serbie fin 2026. Le FMI estime que la politique monétaire devra rester prudente et pourrait être resserrée si les tensions énergétiques alimentent durablement l'inflation. Les autorités maintiendront un déficit budgétaire plafonné à 3 % du PIB en 2026-2027 et supprimeront progressivement les allègements fiscaux sur les carburants. Le FMI salue les réformes fiscales et budgétaires en cours, mais appelle à accélérer les réformes du climat des affaires, du secteur énergétique et des entreprises publiques afin de soutenir la croissance à moyen terme.

La direction générale du Trésor est présente dans plus de 100 pays à travers ses Services économiques.

Pour en savoir plus sur ses missions et ses implantations :

www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-international

Responsable de la publication : Service économique régional des Balkans occidentaux

Rédaction : Pierre GRANDJOUAN, Davina EL-BAZE, Jean-Hippolyte FEILDEL, Branka MARKOVIC, Alexandre MARTINEZ, Fabrice PAYA, Leopold LUCQUET, Aleksandra VASILJEVIC

[Abonnez-vous](#)